

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/30901]

**7 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36
relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution;

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, volet décretaal, notamment les articles 283 et 284;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er};

Vu la décision du 18 mars 2020 par laquelle le Gouvernement marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité de prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre de strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Vu que les mesures visées par le présent arrêté et notamment le maintien du subventionnement des opérateurs et bénéficiaires s'avère crucial et que faute d'une décision urgente de Gouvernement leur viabilité serait mise en cause;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 avril 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mai 2020;

Considérant les concertations entre les Gouvernements des entités fédérées et les autorités fédérales compétentes, au sein du Conseil national de sécurité qui se réunit depuis début mars 2020;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité et son risque de mortalité;

Considérant la qualification par l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant que, en date du 16 mars 2020, l'OMS a relevé à son degré maximum le niveau de la menace liée au coronavirus COVID-19 qui déstabilise l'économie mondiale et se propage rapidement à travers le monde;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant qu'il est nécessaire, afin de ralentir et limiter la propagation du virus, d'ordonner immédiatement les mesures préconisées qui s'avèrent indispensables sur le plan de la santé publique;

Considérant que le danger s'étend au territoire de l'ensemble du pays; qu'il est dans l'intérêt général qu'il existe une cohérence dans la prise des mesures pour maintenir l'ordre public, afin de maximiser leur efficacité;

Considérant, dès lors, que les conséquences directes ou indirectes de la crise nécessitent une gestion et une réponse rapide au niveau régional;

Considérant que la crise est de nature à mettre en péril les secteurs et les dispositifs en matière de handicap ainsi que les objectifs que ces dispositifs visent à rencontrer;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi dans ces secteurs et le maintien des prestations sociales qui résultent de ces dispositifs;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant du secteur du handicap afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter;

Considérant que l'urgence est justifiée;

Sur proposition de la Ministre de la Santé et de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Section 1. — Mesures transversales aux services visés à la Deuxième partie, Livre V, Titres VII, chapitres 1 à 4, 7 et 9, XI, XII du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé

Art. 2. Le bénéfice des mesures d'immunisation prévues par le présent arrêté, à l'exception de l'article 20, est conditionné par le non-recours au chômage temporaire pour les travailleurs des services concernés.

Art. 3. Par dérogation à l'article 474/5 du Code réglementaire de l'Action sociale et de la Santé, ci-après dénommé Code, pour l'année 2020, aucune récupération de subvention découlant du non-respect des normes quantitatives de personnel n'est opérée.

Section 2. — Mesures relatives aux services d'aide en milieu de vie visés par le titre 7, chapitres 1 à 4 et 7 à 9, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 4. Par dérogation à l'article 521 du Code, les modalités de calcul du supplément pour ancienneté pécuniaire accordé pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités d'adaptation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 5. Par dérogation à l'article 527 du Code, pour le contrôle du nombre total de dossiers accompagnés pour l'année 2020, les modalités de prise en considération du nombre de dossiers sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 6. Par dérogation à l'article 568 du Code, pour le contrôle du nombre total de dossiers accompagnés pour l'année 2020, les modalités de prise en considération du nombre de dossiers sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 7. Par dérogation à l'article 609 du Code, les modalités de calcul du supplément pour ancienneté pécuniaire accordé pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités d'adaptation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 8. Par dérogation à l'article 654 du Code, pour le contrôle du nombre total de dossiers accompagnés pour l'année 2020, les modalités de prise en considération du nombre de dossiers sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 9. Par dérogation à l'article 697 du Code, les modalités de calcul du supplément pour ancienneté pécuniaire accordé pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 10. Par dérogation à l'article 744 du Code, pour l'année 2020, aucune récupération de subvention découlant du non-respect des normes quantitatives de personnel AVJ n'est opérée de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Art. 11. Par dérogation à l'article 770 du Code, les modalités de calcul du supplément pour ancienneté pécuniaire accordé pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 12. Par dérogation à l'article 831/43 du Code, la période 2020 impactée par la crise sanitaire du COVID-19 est neutralisée pour la période d'observation dans laquelle se trouve le service organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées en 2020.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 13. Par dérogation à l'article 831/64 du Code, les modalités de détermination de l'ancienneté moyenne du service pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 14. Par dérogation à l'article 831/105 du Code, l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 est neutralisé dans le cadre du contrôle du nombre minimum d'interprétations à respecter pour l'année 2020.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 15. Par dérogation à l'article 831/111 du Code, les modalités de détermination de l'ancienneté moyenne du service pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 16. Par dérogation à l'article 831/169 du Code, les modalités de détermination de l'ancienneté moyenne du service pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 17. Par dérogation à l'article 831/177 du Code, la période 2020 impactée par la crise sanitaire du COVID-19 est neutralisée pour la période d'observation dans laquelle se trouve le dispositif mobile de soutien à l'inclusion en 2020.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Section 3. — Mesures relatives aux centres de revalidation fonctionnelle visés par le Titre VIII du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 18. Par dérogation aux articles 892 à 897 du Code, les subsides à l'entretien dus au centre de rééducation fonctionnelle agréé en vertu du titre VIII du Code pour les trimestres au cours desquels l'activité s'est vu réduite en raison de la crise sanitaire du COVID-19 correspondent aux subsides à l'entretien octroyés à ce centre pour le même trimestre de l'année 2019. Cette mesure s'applique à partir du 1^{er} mars 2020 et jusqu'à la date définie par la Ministre de l'Action sociale et de la santé.

Section 4. — Mesures relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés visés au chapitre III du Titre IX du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 19. Pour l'année 2020, il est appliqué aux heures prestées et assimilées visées à l'article 918, paragraphe 2, 1^o et 2^o, du Code, un coefficient dont le numérateur est égal à 220 et dont le dénominateur est égal à 220, déduction faite du nombre de jours ouvrés de confinement.

Section 5. — Mesures relatives aux entreprises de travail adapté visées au chapitre IV du Titre IX du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 20. Par dérogation à l'article 1006 du Code, pour l'application des quotas visés à l'article 1004 relatifs aux premier et deuxième trimestres 2020, les travailleurs handicapés mis en chômage temporaire pour force majeure consécutive à la crise sanitaire du COVID-19 sont pris en considération.

Art. 21. Par dérogation à l'article 1014 du Code, pour la détermination des subventions trimestrielles relatives aux premier et deuxième trimestres 2020, sont au minimum prises en considération pour chaque entreprise de travail adapté les heures ayant fait l'objet de l'intervention de l'Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles visées à la sous-section 1^{ère} de la section 3 pour les premier et deuxième trimestres 2019.

Dans tous les cas, les heures sont prises en considération dans la limite des quotas d'emplois déterminés pour l'année 2020 en vertu des articles 998 et 999 du Code.

En aucun cas, le montant octroyé par entreprise de travail adapté en application de cette dérogation ne pourra dépasser un montant de 800.000 euros. Ce montant sera octroyé sur la base d'un budget prévisionnel et au plus tard le 31 décembre 2020.

Art. 22. Par dérogation à l'article 1014 du Code, pour la détermination des subventions trimestrielles relatives aux premier et deuxième trimestres 2020, le taux horaire appliqué est augmenté d'un montant correspondant à la différence entre le montant des interventions de l'Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles visées à la sous-section 1^{ère} de la section 3 versé à l'entreprise de travail adapté pour les premier et deuxième trimestres 2019 et le montant de ces mêmes interventions versé pour les premier et deuxième trimestres 2020, si le premier montant est supérieur au deuxième montant, divisé par le nombre d'heures déterminé en application des dispositions de l'article 20.

Section 6. — Mesures relatives au contrat d'adaptation professionnelle visé à la section 3 du chapitre V du Titre IX du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 23. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 1090 du Code, bénéficie d'une prime mensuelle :

1° le stagiaire dont l'exécution du contrat d'adaptation professionnelle a été suspendue entre le 16 mars et le 31 mai 2020, en raison des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19;

2° le stagiaire dont il a été mis fin au contrat d'adaptation professionnelle, entre le 16 mars et le 31 mai, en raison des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19.

§ 2. La prime visée au paragraphe 1^{er} est octroyée pour la période se situant entre le 16 mars et 31 mai 2020, et dans les limites suivantes :

1° pour le stagiaire visé au § 1^{er}, 1°, dans les limites de la durée de suspension de son contrat d'adaptation professionnelle;

2° pour le stagiaire visé au § 1^{er}, 2°, pour le solde de la durée du contrat d'adaptation professionnelle sans que celle-ci n'excède la date du 30 juin 2020.

§ 3. Le montant de la prime visée au § 1^{er} est calculé comme suit :

((a multiplié par b) multiplié par (c divisé par d)) le tout multiplié par septante pourcents.

((a * b) * (c/d)) * 70 %

où :

- « a » est égal au montant horaire de l'indemnité de formation visée à l'article 1090 de la section 3 relative au contrat d'adaptation professionnelle en vigueur le jour qui précède la suspension ou la fin du contrat d'adaptation professionnelle;

- « b » est égal au nombre d'heures à prester au cours du mois visé durant lesquelles le contrat d'adaptation professionnelle n'a pas été exécuté en raison de sa suspension ou de son arrêt;

- « c » est égal au nombre de jours ouvrés du mois visé, durant lesquels le contrat d'adaptation professionnelle n'a pas été exécuté en raison de sa suspension ou de son arrêt;

- « d » est égal au nombre de jours de prestation mensuelle, tel que fixé en vertu du contrat d'adaptation professionnelle en vigueur le jour qui précède sa suspension ou son arrêt.

§ 4. L'Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles verse la prime mensuelle visée au § 1^{er} sans intervention financière de l'employeur. ».

Section 7. — Mesures relatives aux services résidentiels pour adultes visés par le titre XI, sous-titre 1^{er}, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 24. Par dérogation à l'article 1192 du Code, le nombre de journées de court séjour peut, en 2020, excéder 90 jours.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 25. Par dérogation à l'article 1193 du Code, pour la détermination de l'occupation moyenne de l'année 2020, les modalités de prise en considération des journées de prise en charge sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 26. Par dérogation à l'article 1213 du Code, l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 est neutralisé dans le cadre du calcul de la subvention accordée pour l'année 2020 pour les places de court séjour.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 27. Par dérogation à l'article 1257 du Code, les modalités de calcul du supplément pour ancienneté pécuniaire accordé pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 28. Par dérogation à l'article 1261 du Code, l'impact de la crise sanitaire du COVID-19 est neutralisé dans le cadre du calcul des subventions particulières accordées, pour l'année 2020, pour l'accueil de personnes handicapées déclarées prioritaires.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Section 8. — Mesures relatives aux services d'accueil de jour visés par le titre XI, sous-titre 2, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé (SAJA/SASJ)

Art. 29. Par dérogation aux articles 1314/3 et 1314/4 du Code, l'obligation du nombre minimum de jours d'ouverture ne s'applique pas pour l'année 2020.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'action sociale.

Art. 30. Par dérogation à l'article 1314/53 du Code, la période d'observation dans laquelle se trouve le service d'accueil de jour en 2020 est prolongée pour une durée d'un an. L'année 2020 n'est pas prise en considération dans le cadre du nombre de points réalisés pendant cette période d'observation.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 31. Par dérogation à l'article 1314/82 du Code, les modalités de détermination de l'ancienneté moyenne du service pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Section 9. — Mesures relatives aux services résidentiels pour jeunes visés par le titre XI, sous-titre 3, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 32. Par dérogation à l'article 1314/147 du Code, la période d'observation dans laquelle se trouve le service résidentiel pour jeunes en 2020 est prolongée pour une durée d'un an. L'année 2020 n'est pas prise en considération dans le cadre du nombre de points réalisés pendant cette période d'observation.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Art. 33. Par dérogation à l'article 1314/170 du Code, les modalités de détermination de l'ancienneté moyenne du service pour l'année 2020 sont adaptées de manière à neutraliser l'impact de la crise sanitaire du COVID-19.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Section 10. — Mesures relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées visés par le titre XII du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 34. Par dérogation à l'article 1340 du Code, la période de crise sanitaire du COVID-19 est neutralisée dans le cadre du calcul de la subvention allouée au service pour l'année 2021.

Les modalités de neutralisation sont fixées par la Ministre de l'Action sociale.

Section 11. — Mesures relatives à la prorogation des délais pour le dépôt des projets de service visés au titre XIV du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Art. 35. A l'article 1394/19 du Code, les mots « 1^{er} janvier 2021 » sont remplacés par les mots « 1^{er} janvier 2022 » et les mots « 31 décembre 2026 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2027 ».

Section 12. — Disposition générale

Art. 36. Pour l'application du présent arrêté et pour chacune des dispositions prises en matière de subventionnement, le montant de la subvention ne peut en aucun cas être supérieur au coût effectivement supporté par le bénéficiaire, pour ce qui est subventionné.

Section 13. — Dispositions finales

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 2020.

Art. 38. A l'issue des pouvoirs spéciaux octroyés par le Parlement wallon, les dispositions confirmées pourront de nouveau être abrogées, complétées, modifiées ou remplacées par le Gouvernement wallon, du moins dans la mesure où un fondement juridique matériel existe à cet effet.

Art. 39. La Ministre de la Santé et de l'Action sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 7 mai 2020.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des Femmes,
Ch. MORREALE

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/30901]

7 MEI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, decreetgevend deel, inzonderheid op de artikelen 283 en 284;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1, eerste lid;

Gelet op de beslissing van 18 maart 2020 waarbij de Regering instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, inzonderheid ingegeven door de noodzaak om alle nuttige maatregelen te nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie Covid-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde maatregelen, en met name de handhaving van de subsidiëring van de operatoren en begunstigden, van cruciaal belang zijn en dat zonder een dringende beslissing van de Regering de levensvatbaarheid ervan in twijfel zou worden getrokken;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 april 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 mei 2020;

Gelet op de overlegvergaderingen tussen de Regering van de deelgebieden en de bevoegde federale autoriteiten, in de Nationale Veiligheidsraad die sinds begin maart 2020 bijeenkomt;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid en het sterfelijksrisico;

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Overwegende dat WHO op 16 maart 2020 zijn dreigingsniveau voor het coronavirus COVID-19, die de wereldeconomie destabiliseert en zich snel over de wereld verspreidt, naar de hoogste graad heeft opgetrokken;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Overwegende dat het, om de verspreiding van het virus te vertragen en te beperken, nodig is onmiddellijk de in overweging genomen maatregelen te bevelen, welke onontbeerlijk blijken op vlak van volksgezondheid;

Overwegende dat het gevaar zich over het grondgebied van het gehele land verspreidt; dat het in het algemeen belang is dat er samenhang gegeven wordt aan de getroffen maatregelen om de openbare orde in stand te houden, zodat de doeltreffendheid ervan hoogst mogelijk is;

Overwegende dat de rechtstreekse en onrechtstreekse gevolgen van de crisis een beheer en een snelle respons op gewestelijk niveau vereisen;

Overwegende dat de crisis de sectoren en de regelingen inzake handicap evenals de daarbij nagestreefde doelstellingen, in gevaar kan brengen;

Overwegende dat de voorziene maatregelen onontbeerlijk zijn om de tewerkstelling in deze sectoren en de instandhouding van de sociale prestaties die uit deze regelingen voortvloeien, te garanderen;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder de handicapsector, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid verantwoord is;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Afdeling 1. — Overkoepelende maatregelen aan de diensten bedoeld in Deel II, Boek V, Titels VII, hoofdstukken 1 tot 4, 7 en 9, XI, XII, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale actie en Gezondheid

Art. 2. Het voordeel van de vrijstellingsmaatregelen bedoeld in dit besluit, met uitzondering van artikel 20, is afhankelijk van het feit dat geen beroep wordt gedaan op tijdelijke werkloosheid voor de werknemers van de betrokken diensten.

Art. 3. In afwijking van artikel 474/5 van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, hierna Wetboek genoemd, worden voor het jaar 2020 geen subsidies teruggevorderd wanneer de kwantitatieve personeelsnormen niet worden nageleefd.

Afdeling 2. — Maatregelen betreffende de thuiszorgdiensten bedoeld in titel 7, hoofdstukken 1 tot 4 en 7 tot 9 van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 4. In afwijking van artikel 521 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de berekening van de toeslag voor de geldelijke anciënniteit toegekend voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis van COVID-19 te neutraliseren.

De aanpassingsmodaliteiten worden door de Minister van Sociale Actie vastgesteld.

Art. 5. In afwijking van artikel 527 van het Wetboek worden, voor de controle op het totale aantal begeleide dossiers voor het jaar 2020, de modaliteiten om rekening te houden met het aantal dossiers aangepast om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 6. In afwijking van artikel 568 van het Wetboek worden, voor de controle op het totale aantal begeleide dossiers voor het jaar 2020, de modaliteiten om rekening te houden met het aantal dossiers aangepast om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 7. In afwijking van artikel 609 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de berekening van de toeslag voor de geldelijke anciënniteit toegekend voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis van COVID-19 te neutraliseren.

De aanpassingsmodaliteiten worden door de Minister van Sociale Actie vastgesteld.

Art. 8. In afwijking van artikel 654 van het Wetboek worden, voor de controle op het totale aantal begeleide dossiers voor het jaar 2020, de modaliteiten om rekening te houden met het aantal dossiers aangepast om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 9. In afwijking van artikel 697 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de berekening van de toeslag voor de geldelijke anciënniteit toegekend voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis van COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 10. In afwijking van artikel 744 van het Wetboek worden voor het jaar 2020 geen subsidies teruggevorderd wanneer de kwantitatieve normen van het zorgpersoneel (AVJ) niet worden nageleefd om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

Art. 11. In afwijking van artikel 770 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de berekening van de toeslag voor de geldelijke anciënniteit toegekend voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis van COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 12. In afwijking van artikel 831/43 van het Wetboek wordt de bij de gezondheidscrisis COVID-19 getroffen periode van 2020 geneutraliseerd voor de waarnemingsperiode waarin de dienst die respijtzorg verstrekt ten gunste van de mantelzorgers en gehandicapten, zich in 2020 bevindt.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 13. In afwijking van artikel 831/64 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de bepaling van de gemiddelde anciënniteit van de dienst voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 14. In afwijking van artikel 831/105 van het Wetboek wordt de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 geneutraliseerd in het kader van de controle op het voor het jaar 2020 in acht te nemen minimumaantal tolkbeurten.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 15. In afwijking van artikel 831/111 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de bepaling van de gemiddelde anciënniteit van de dienst voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 16. In afwijking van artikel 831/169 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de bepaling van de gemiddelde anciënniteit van de dienst voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheidscrisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 17. In afwijking van artikel 831/177 van het Wetboek wordt de bij de gezondheidscrisis COVID-19 getroffen periode van 2020 geneutraliseerd voor de waarnemingsperiode waarin de mobiele ondersteuningsregeling voor de inclusie zich in 2020 bevindt.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Afdeling 3. — Maatregelen betreffende de centra voor functionele revalidatie bedoeld in Titel VIII van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 18. In afwijking van de artikelen 892 tot 897 van het Wetboek komen de toelagen voor onderhoud verschuldigd aan het krachtens titel VIII van het Wetboek erkende centrum voor functionele revalidatie voor de kwartalen waarin de activiteit is verminderd als gevolg van de gezondheidscrisis COVID-19, overeen met de toelagen voor onderhoud die aan dit centrum zijn toegekend voor hetzelfde kwartaal van het jaar 2019. Deze maatregel is van toepassing vanaf 1 maart 2020 tot de door de Minister van Sociale Actie en Volksgezondheid vastgestelde datum.

Afdeling 4. — Maatregelen betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling bedoeld in hoofdstuk III van Titel IX van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 19. Voor het jaar 2020 wordt op de in artikel 918, § 2, 1° en 2°, van het Wetboek bedoelde gepresteerde en gelijkgestelde uren een coëfficiënt toegepast met een teller die gelijk is aan 220 en een noemer die gelijk is aan 220, verminderd met het aantal lockdownwerkdagen.

Afdeling 5. — Maatregelen betreffende de bedrijven voor aangepast werk bedoeld in hoofdstuk IV van Titel IX van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 20. In afwijking van artikel 1006 van het Wetboek wordt voor de toepassing van de in artikel 1004 bedoelde quota voor het eerste en tweede kwartaal van 2020 rekening gehouden met gehandicapte werknemers die tijdelijk werkloos zijn wegens overmacht als gevolg van de gezondheidscrisis COVID-19.

Art. 21. In afwijking van artikel 1014 van het Wetboek worden, voor de bepaling van de driemaandelijke subsidies voor het eerste en het tweede kwartaal van 2020, ten minste de uren die het voorwerp zijn geweest van de in onderafdeling 1 van afdeling 3 bedoelde tegemoetkoming van het "Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles" voor het eerste en het tweede kwartaal van 2019 voor elk bedrijf voor aangepast werk in aanmerking genomen.

In alle gevallen worden de uren in aanmerking genomen binnen de grenzen van de quota van betrekkingen die voor het jaar 2020 zijn vastgesteld op grond van de artikelen 998 en 999 van het Wetboek.

In geen geval mag het bedrag dat per bedrijf voor aangepast werk wordt toegekend, op grond van deze afwijking, een bedrag van 800.000 euro overschrijden. Dit bedrag zal worden toegekend op basis van een voorlopige begroting en uiterlijk op 31 december 2020.

Art. 22. In afwijking van artikel 1014 van het Wetboek wordt, voor de bepaling van de driemaandelijke subsidies voor het eerste en het tweede kwartaal van 2020, het toegepaste uurtarief verhoogd met een bedrag dat overeenstemt met het verschil tussen het bedrag van de in onderafdeling 1 van afdeling 3 bedoelde tegemoetkomingen van het "Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles", dat voor het eerste en tweede kwartaal van 2019 aan het bedrijf voor aangepast werk wordt betaald en het bedrag van dezelfde tegemoetkomingen dat voor het eerste en tweede kwartaal van 2020 wordt betaald, indien het eerste bedrag hoger is dan het tweede bedrag, gedeeld door het aantal uren dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 is vastgesteld.

Afdeling 6. — Maatregelen betreffende het beroepsaanpassingscontract bedoeld in afdeling 3 hoofdstuk V van Titel IX van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 23. § 1. In afwijking van artikel 1090 van het Wetboek genieten de volgende personen een maandelijke premie:

1° de stagiair wiens uitvoering van het beroepsaanpassingscontract tussen 16 maart en 31 mei 2020 werd geschorst als gevolg van de maatregelen die werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken;

2° de stagiair wiens uitvoering van het beroepsaanpassingscontract tussen 16 maart en 31 mei werd opgezegd wegens de maatregelen die werden genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken.

§ 2. De in § 1 bedoelde premie wordt toegekend voor de periode tussen 16 maart en 31 mei 2020 en binnen de volgende perken:

1° voor de stagiair bedoeld in § 1, 1°, binnen de termijn van de opschorting van zijn beroepsaanpassingscontract;

2° voor de stagiair bedoeld in § 1, 2°, voor het saldo van de duur van het beroepsaanpassingscontract zonder de datum van 30 juni 2020 te overschrijden.

§ 3. Het bedrag van de in § 1 bedoelde premie wordt berekend als volgt:

((a vermenigvuldigd met b) vermenigvuldigd met (c gedeeld door d)) het geheel vermenigvuldigd met zeventig procent.

$$((a * b) * (c/d)) * 70 \%$$

waar:

- "a" gelijk is aan het uurbedrag van de in artikel 1090 van afdeling 3 bedoelde opleidingsvergoeding met betrekking tot het beroepsaanpassingscontract dat van kracht is op de dag voorafgaand aan de schorsing of beëindiging van het beroepsaanpassingscontract;

- "b" gelijk is aan het aantal te presteren uren gedurende de betreffende maand waarin het beroepsaanpassingscontract niet is uitgevoerd vanwege de opschorting of beëindiging ervan;

- "c" gelijk is aan het aantal werkdagen van de betrokken maand, waarin het beroepsaanpassingscontract niet is uitgevoerd als gevolg van de opschorting of beëindiging ervan;

- "d" gelijk is aan het aantal maandelijks gepresteerde dagen, zoals vastgesteld in het kader van het beroepsaanpassingscontract dat van kracht is op de dag voorafgaand aan de opschorting of de beëindiging ervan.

§ 4. Het "Agence wallonne de la santé, du handicap et des familles" betaalt de in § 1 bedoelde maandelijksse premie zonder enige financiële tussenkomst van de werkgever."

Afdeling 7. — Maatregelen betreffende de residentiële diensten voor volwassenen bedoeld in Titel XI, ondertitel 1, van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 24. In afwijking van artikel 1192 van het Wetboek kan het aantal dagen in kort verblijf in 2020 hoger zijn dan 90 dagen.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 25. In afwijking van artikel 1193 van het Wetboek worden, voor de bepaling van de gemiddelde bezetting voor het jaar 2020, de modaliteiten voor het in aanmerking nemen van de dagen verzorging aangepast om de impact van de gezondheids crisis van COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 26. In afwijking van artikel 1213 van het Wetboek wordt de impact van de gezondheids crisis COVID-19 geneutraliseerd in het kader van de berekening van de subsidie die voor het jaar 2020 wordt toegekend voor plaatsen in kort verblijf.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 27. In afwijking van artikel 1257 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de berekening van de toeslag voor de geldelijke anciënniteit toegekend voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheids crisis van COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 28. In afwijking van artikel 1261 van het Wetboek wordt de impact van de gezondheids crisis COVID-19 geneutraliseerd in het kader van de berekening van de bijzondere subsidie die voor het jaar 2020 wordt toegekend voor de opvang van prioritair verklaarde gehandicapten.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Afdeling 8. — Maatregelen betreffende de diensten voor dagopvang bedoeld in Titel XI, ondertitel 2, van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid ("SAJA/SASJ")

Art. 29. In afwijking van de artikelen 1314/3 en 1314/4 van het Wetboek geldt de verplichting van een minimumaantal openingsdagen niet voor het jaar 2020.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 30. In afwijking van artikel 1314/53 van het Wetboek wordt de waarnemingsperiode waarin de dienst voor dagopvang zich in 2020 bevindt, met een jaar verlengd. Het jaar 2020 wordt niet in aanmerking genomen in het kader van het aantal punten die tijdens die waarnemingsperiode worden behaald.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 31. In afwijking van artikel 1314/82 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de bepaling van de gemiddelde anciënniteit van de dienst voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheids crisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Afdeling 9. — Maatregelen betreffende de residentiële diensten voor jongeren bedoeld in Titel XI, ondertitel 3, van het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 32. In afwijking van artikel 1314/147 van het Wetboek wordt de waarnemingsperiode waarin de residentiële dienst voor jongeren zich in 2020 bevindt, met een jaar verlengd. Het jaar 2020 wordt niet in aanmerking genomen in het kader van het aantal punten die tijdens die waarnemingsperiode worden behaald.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Art. 33. In afwijking van artikel 1314/170 van het Wetboek worden de modaliteiten voor de bepaling van de gemiddelde anciënniteit van de dienst voor het jaar 2020 aangepast om de impact van de gezondheids crisis COVID-19 te neutraliseren.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Afdeling 10. — Maatregelen betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren bedoeld in Titel XII van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 34. In afwijking van artikel 1340 van het Wetboek wordt de impact van de gezondheids crisis COVID-19 geneutraliseerd in het kader van de berekening van de subsidie die voor het jaar 2021 aan de dienst wordt toegekend.

De modaliteiten voor deze neutralisatie worden bepaald door de Minister van Sociale Actie.

Afdeling 11. — Maatregelen betreffende de verlenging van de termijnen voor het indienen van de dienstprojecten bedoeld in Titel XIV van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Art. 35. In artikel 1394/19 van het Wetboek worden de woorden "1 januari 2021" vervangen door de woorden "1 januari 2022" en de woorden "31 december 2026" worden vervangen door de woorden "31 december 2027".

Afdeling 12. — Algemene bepaling

Art. 36. Voor de toepassing van dit besluit en voor elke bepaling, genomen inzake subsidiëring, mag het bedrag van de subsidie geenszins hoger zijn dan de daadwekelijk door de begunstigde gedragen kostprijs, voor hetgeen gesubsidieerd wordt.

Afdeling 13. — Slotbepalingen

Art. 37. Dit besluit heeft uitwerking op 1 maart 2020.

Art. 38. Na afloop van de bijzondere machten, door het Waals Parlement toegekend, zullen de bevestigde bepalingen opnieuw, opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen kunnen worden door de Waalse Regering indien tenminste daartoe een materiële rechtsgrond voorhanden is.

Art. 39. De Minister van Gezondheid en Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 mei 2020.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/201939]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen. — Benoeming van de leden van het Paritair Comité voor de bedienden uit de papierijverheid

Bij besluit van de Directeur-generaal van 16 april 2020, dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt :

worden benoemd tot leden van het Paritair Comité voor de bedienden uit de papierijverheid :

1. als vertegenwoordigers van de werkgeversorganisatie :

Gewone leden :

De heer FRANCOIS Firmin, te Namen;

Mevr. BOECKX Liesbet, te Dendermonde;

De heren :

GILIBERTO Pietro, te Cosnes-et-Romain (Frankrijk);

DEBEFVE Olivier, te Verviers;

Mevr. BIJNENS Heidi, te Bilzen.

Plaatsvervangende leden :

De heren :

WILLAERT Lieven, te Evergem;

DE POORTER Tom, te Brasschaat;

Mevrn. :

BREAU Natacha, te Oupeye;

VAN RIJCKEVORSEL Sophie, te Graven;

VANLIERDE Lieve, te Ninove.

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/201939]

Direction générale Relations collectives de travail. — Nomination des membres de la Commission paritaire des employés de l'industrie papetière

Par arrêté du Directeur général du 16 avril 2020, qui entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* :

sont nommés membres de la Commission paritaire des employés de l'industrie papetière :

1. en qualité de représentants de l'organisation d'employeurs :

Membres effectifs :

M. FRANCOIS Firmin, à Namur;

Mme BOECKX Liesbet, à Termonde;

MM. :

GILIBERTO Pietro, à Cosnes-et-Romain (France);

DEBEFVE Olivier, à Verviers;

Mme BIJNENS Heidi, à Bilzen.

Membres suppléants:

MM. :

WILLAERT Lieven, à Evergem;

DE POORTER Tom, à Brasschaat;

Mmes :

BREAU Natacha, à Oupeye;

VAN RIJCKEVORSEL Sophie, à Grez-Doiceau;

VANLIERDE Lieve, à Ninove.